

LIBREVILLE, 7 décembre (Infosplusgabon) - Le président de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, a appelé, le 2 décembre à Dubaï, lors de la Conférence mondiale sur le climat (COP 28), les chefs d'entreprise africains à profiter des opportunités d'investissement sur le continent et à décarboniser plus rapidement leurs industries.

« L'Afrique est une destination d'investissement très ancrée », car le continent dispose d'une « position dominante en termes (...) de métaux verts, de métaux critiques, qui alimenteront les systèmes de stockage et d'énergie ». Le continent dispose aussi d'un marché de l'hydrogène vert qui devrait passer d'environ cinq milliards de dollars en 2022 à 134 milliards de dollars en 2032, d'un marché de véhicules électriques estimé à 7 000 milliards de dollars d'ici 2050 et la fabrication de batteries sans lithium-ion en Afrique coûte trois fois moins chère qu'aux États-Unis, en Pologne ou en Chine.

« Nous avons 11 térawatts d'énergie solaire, 350 gigawatts d'hydroélectricité, 110 gigawatts d'énergie éolienne et 15 gigawatts de ressources géothermiques. Il n'y a absolument aucune raison pour que nous n'ayons pas 100 % d'électricité en Afrique », a-t-il poursuivi soulignant que cela devrait « suffire à déclencher une révolution énergétique et une transformation du continent ».

« Maintenant, pour exploiter ce potentiel et accélérer sa propre transition vers le zéro émission nette, l'Afrique doit augmenter le rythme de ses investissements dans les infrastructures vertes », a déclaré M. Adesina. Il s'exprimait lors d'une session organisée par le Pacte mondial des Nations unies et la Coalition des chefs d'entreprise africains (ABLC) sur le thème « Proposer des solutions climatiques responsables et pragmatiques en Afrique ».

Plusieurs chefs d'entreprise africains, représentants de multinationales, des investisseurs et des représentants d'institutions financières et de développement ont participé à cette session, les dirigeants d'entreprise expliquant leur engagement pour la décarbonisation comme DP World, ou les énormes investissements qu'ils fournissent pour développer les énergies renouvelables en Afrique.

En marge de la COP, la compagnie norvégienne SCATEC a conclu un accord avec l'Égypte pour développer un système solaire photovoltaïque de 1 000 mégawatts, accompagné d'un système de stockage d'énergie par batterie de 200 MWh. La Banque s'est engagée à appuyer ce projet qui offrira, à terme, le tarif le plus bas du continent pour les systèmes solaires et les systèmes de stockage d'énergie par batterie.

« Cela répond également à de nombreuses questions soulevées par le président Adesina. Lorsqu'il s'agit de constituer un pipeline de projets d'investissement bancables, nous travaillons dur sur ce point, dans le cadre de la Glasgow Finance Alliance for Net Zero (GFANZ), dont je préside le réseau en Afrique. Nous (...) travaillons sur les marchés du carbone au niveau national et renforçons les normes de l'initiative des marchés africains du carbone (ACMI) », a indiqué Mahmoud Mohieldin, envoyé spécial des Nations unies pour le financement du programme de développement durable à l'horizon 2030 et champion du climat pour l'Égypte.

M. Mohieldin a appelé les entreprises à faire plus de place aux jeunes en matière d'investissements climatiques. « Nous assistons à une concurrence plutôt qu'à une collaboration, parce qu'il n'y a pas beaucoup d'opportunités pour les jeunes », a-t-il constaté.

« Cela dit, je pense qu'il est très important d'investir davantage dans la jeunesse. Tout en sachant que cela comporte parfois un risque du point de vue commercial, nous pouvons aussi atténuer ce risque en facilitant la tâche des jeunes, en leur donnant une échelle, en les associant à des mentors, en examinant comment leur offrir des opportunités dans le système et la chaîne de valeur », a-t-il plaidé.

Pour le président Adesina, c'est dans l'écologisation des économies africaines que nous pouvons atteindre la plus grande richesse réelle de l'Afrique.

« Il est fondamental que l'Afrique ne soit pas riche en nature, puis soudainement pauvre en argent », a estimé M. Adesina.

« En tant qu'hommes et femmes d'affaires, je voulais savoir que les investisseurs accordent une grande attention à l'Afrique » et « vous avez toutes les raisons de le faire » ; car, « que ce

soit dans l'agriculture, vous avez 65 % de toutes les terres agricoles non cultivées » et « 600 millions de personnes (qui) n'ont pas accès à l'électricité », « 900 millions de personnes, des femmes (qui) n'ont pas accès à une cuisine propre ». « C'est une opportunité commerciale », a-t-il affirmé.

Il a rappelé aux chefs d'entreprise que l'Afrique subissait d'énormes pertes financières à cause des changements climatiques alors qu'elle ne représente que 3 % des émissions mondiales de CO2. Les pertes sont estimées entre 7 et 15 milliards de dollars par an.

« L'Afrique n'a pas le choix. L'Afrique doit s'adapter aux changements climatiques. C'est la seule option qui s'offre à nous », a-t-il lancé, invitant les hommes d'affaires à faire en sorte que « les pays restent en bonne santé » sur le plan climatique pour leur permettre de « faire des affaires ».

Pour ce faire, M. Adesina a invité les chefs d'entreprise à « développer le marché du carbone en Afrique, au niveau national et régional », tout en évitant l'« accaparement de carbone » des pays africains, comme ce fut le cas avec « l'accaparement des terres » qui « n'est pas une bonne chose ».

Le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) est la première institution multilatérale de financement dédiée au développement de l'Afrique. Elle comprend trois entités distinctes : la Banque africaine de développement (BAD), le Fonds africain de développement (FAD) et le Fonds spécial du Nigeria (FSN). La BAD est présente sur le terrain dans 44 pays africains, avec un bureau extérieur au Japon, et contribue au développement économique et au progrès social de ses 54 Etats membres régionaux.

FIN/INFOSPLUSGABON/GHB/GABON2023

© Copyright Infosplusgabon